

# La Caf de Mondeville joue au Père Noël

C'est reconnu, la neige peut-être un facteur d'apaisement par la lumière qu'elle reflète, par les plaisirs qu'elle suscite, les rêves qu'elle engendre. En faire bénéficier des familles en difficulté est donc hautement recommandée. Mais pour passer à l'action, le chemin est semé d'embûches, sauf pour les professionnels du centre socioculturel de la Caf de Mondeville qui ont voulu jouer au Père Noël pour redonner de l'espoir et du lien à quatorze familles. Un moment de bonheur dans ces temps troubles.

PAR AUDE COSTA

B atailles de boules de neige à n'en plus finir, cours de ski pour les novices, descentes en luge dans la poudreuse, journées sportives en raquettes, soirées conviviales... Autant de souvenirs encore très présents dans la tête de 14 familles Mondevillaises aux revenus modestes qui ont goûté, le temps d'un instant, aux joies de la montagne. Une action à l'initiative du centre socioculturel de la Caf de Mondeville, une commune de 11 000 habitants à la périphérie de Caen, dont la population principalement ouvrière travaille notamment pour l'industrie automobile, particulièrement fragilisée en ces temps de crise. "Suite à une série de sorties-vacances organisées par le centre socioculturel, certaines familles ont exprimé le désir d'aller à la neige", explique Jean-Paul Ducandas, directeur du centre socioculturel. "Une façon de lutter contre la précarité sociale et le repli sur soi issu de la perte d'emploi ou de l'entrée dans un dispositif type RSA". Après la découverte des Pays de la Loire, de Paris à Noël, de la côte bretonne, nouveau choix de destination : les Gêts, dans les Alpes.



## DES FAMILLES ET DES IDÉES

S'en suit un travail de deux années de préparation avec les familles visant à élaborer, chercher les financements, concrétiser le projet. "On a eu très peu de défections en deux ans : sur 25 familles intéressées par le projet, au final, 14 familles dont 37 personnes ont décidé de s'engager". Mais pour ces familles dont certaines ne sont jamais parties en vacances, franchir le saut du départ collectif n'a pas été facile et a nécessité un accompagnement. C'est pourquoi, il a fallu impulser une dynamique collective

avec la participation de tous. "On part du principe que toute personne a les capacités. C'est ce qui fonde pour nous le développement social. L'important, c'est de rendre les habitants acteurs des projets". Première étape de ce travail de longue haleine : à la suite d'une réunion d'information organisée afin d'ouvrir le projet au plus grand nombre d'habitants possibles, tous les mois, les intéressés se rassemblent au sein d'un comité de pilotage. Avec la présence d'un animateur de l'Association régionale des œuvres éducatives et de vacances de l'Éducation nationale

(Aroeven) partenaire du projet, qui, par sa maîtrise de l'organisation de séjours de vacances collectives, a permis d'orienter le groupe dans la construction de l'action. "Les familles se sont organisées en quatre commissions de cinq à huit personnes, chacune gérant un aspect spécifique : hébergement, vie collective, gestion, budget". Avec, pour les coordonner, une commission de professionnels qui n'hésitent pas à intervenir pour les aider à formuler les étapes du projet et dépasser les blocages psychologiques. "Chaque commission a présenté ces réflexions et toutes les décisions ont été prises collectivement en assemblée plénière par les familles et les professionnels", explique Jean-Paul Ducandas.

### DES LIENS ET DES MOYENS

Mais parce que "l'idée était aussi de leur transmettre des compétences en gestion de projets", des formations leur ont été dispensées : formation à la gestion du budget, préparation physique au ski, apprentissage des gestes de premier secours, mise en place d'un espace Internet, formation à la médiation et à la résolution de conflits. "L'important, c'est ce qu'ont appris les familles, les compétences qu'elles pourront réutiliser dans d'autres contextes", confie Jean-Paul Ducandas. Reste ensuite à trouver des financements, puisque les contributions personnelles des familles sont insuffisantes pour couvrir les frais du séjour. Chaque commission s'attelle donc à des recherches de financement institutionnel (Subvention de la Caf, de la municipalité, association vacances ouvertes, Ville vie vacances...) elles-mêmes complétées par des actions organisées par les familles (brocantes, lotos, ventes de crêpes sur les marchés...). Au final, le reste à payer par les familles est revenu à 90 euros par personne. Et pour les familles aux revenus les plus modestes, la

Commission sociale de la Caf, les Bons temps libres ou encore le dispositif d'aide Caf 1<sup>er</sup> départ en vacances ont permis de diminuer leur part.

### EFFET BOULE DE NEIGE POUR LE VIVRE ENSEMBLE

Une préparation en amont qui a permis que le séjour se passe sans heurts. Forts de nouveaux liens et fiers d'avoir porté un projet sur deux années, professionnels et familles sont rentrés ravis. "Tout le monde se connaissait bien avant de partir, le groupe de médiation n'a même pas eu besoin d'intervenir !", résume le directeur. Remobilisés, les vacanciers ont organisé une soirée pour rendre compte de leur aventure auprès des habitants et des institutions partenaires. "J'ai attendu de ce projet, de rencontrer des gens. De me rassurer quant à la possibilité de m'insérer dans un groupe, d'exister à travers les autres aussi", confie un membre du collectif. Objectifs atteints ! Et les fruits de cette mobilisation collective sont visibles sur le long terme : "Certaines personnes se sont réinvesties dans des démarches d'insertion ou de formation. D'autres ont vu leurs relations avec leurs enfants s'améliorer". Et cela a permis de recréer du lien entre les familles du quartier : "elles sont plus investies dans la vie sociale et culturelle des quartiers : par exemple, une chorale pour des rencontres inter-quartiers a été montée". Enfin, certains n'ont pas hésité à aller témoigner de leur expérience dans le cadre de rencontres de professionnels du développement social local afin d'inviter les acteurs à s'emparer de la démarche et de les inciter à essayer l'initiative. "C'est une nouvelle façon de poursuivre leur aventure collective", se félicite Jean-Paul Ducandas.

### CONTACT

Caf de Mondeville : 02 31 84 20 78

## EN BREF

### CENTRES ÉDUCATIFS FERMÉS : UN CONSTAT INQUIÉTANT

À la suite d'observations recueillies dans quatre centres éducatifs fermés, le contrôleur général des lieux de privation de liberté, Jean-Marie Delarue, s'inquiète. Il constate que "nombre de personnels faisant fonction d'éducateurs manquent de qualification" et "que certaines équipes ont recours de manière abusive à la contrainte physique, laquelle est érigée, dans les équipes les moins qualifiées, au rang de pratique éducative". Quand on connaît les prix de journée de ces centres, il y a de quoi s'inquiéter.

### AIDE À DOMICILE : UN MÉTIER "PLUS INTÉRESSANT"

Selon une étude récente de la Drees\*, les intervenantes à domicile constatent des changements dans leurs activités. 68% d'entre elles imputent ces changements à un état de santé dégradé des personnes aidées et à un niveau de dépendance plus important. Des changements globalement vus de façon positive par les aides à domicile, du fait de l'augmentation de l'activité et d'un recentrage des fonctions vers le cœur de métier : 49% indiquent que leur travail est plus intéressant qu'avant, et seulement 5% déclarent le contraire.

\*Etudes et résultats n°741, octobre 2010

### LA FRANCE CORROMPUE ?

La France perd encore une place au classement mondial annuel de l'ONG Transparency International : elle rétrograde à la 25<sup>ème</sup> position, entre l'Uruguay et l'Estonie. Une piètre performance qui s'explique, d'après l'association, par la succession des affaires politico-judiciaires des derniers mois et plus structurellement par l'insuffisante indépendance de la justice, ainsi que la soumission hiérarchique du parquet à l'exécutif.

### MOITIÉ MOINS POUR LE SECTEUR DE L'INSERTION

La loi de finances pour 2011 prévoit une baisse du nombre de contrats aidés réservés au secteur non-marchand : de 400 000 en 2010 à 340 000 en 2011 et 200 000 en 2013. Par ailleurs, alors que les missions locales devraient voir leur budget stagner, les crédits des maisons de l'emploi seront drastiquement réduits. Des décisions qui montrent, une fois de plus, que les plus faibles sont sacrifiés sur l'autel de la rigueur.